



# Déclaration Liminaire

## CSA départemental 26 mars 2026

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CSA

L'UNSA Éducation souhaite, à l'occasion de ce CSA, alerter une nouvelle fois sur une situation qui ne peut plus être minimisée : la dégradation du climat scolaire et l'urgence absolue que représente la santé mentale de nos élèves.

Si les constats nationaux sont alarmants, notre académie a été frappée de plein fouet ces dernières semaines par quatre événements graves, dont un dans notre département. Ces tragédies potentielles ne sont pas des faits divers isolés ; elles sont le symptôme d'une fragilisation croissante de la jeunesse que les personnels prennent de plein fouet au quotidien.

### De la réaction d'urgence à la faillite structurelle

Face à ces crises, nous saluons la réactivité de l'institution dans le déploiement des cellules d'écoute. Cependant, si l'écoute est nécessaire, elle ne saurait constituer une politique de santé scolaire. Ces échanges ont mis en lumière des dysfonctionnements profonds et des besoins criants. Nous faisons face à un véritable effet de ciseau : d'un côté, une augmentation massive du mal-être des élèves ; de l'autre, un sentiment d'impuissance des personnels et une frustration légitime des familles.

Le diagnostic est sans appel : les personnels se mobilisent, orientent et accompagnent, mais ils se heurtent trop souvent à un mur. Le manque de structures médico-sociales et le défaut de réponses de l'ARS créent un goulet d'étranglement insupportable. Ce décalage entre les besoins vitaux des élèves et l'absence de solutions concrètes nourrit la colère et brise la confiance envers l'école.

### Pour une école de la prévention et du soin : trois leviers d'action

Pour sortir de cette impasse, l'UNSA Éducation exige un changement de paradigme autour de trois axes indissociables :

1. **Généraliser la prévention dès le premier âge** : Il est primordial de favoriser les activités renforçant le lien social et les compétences psychosociales (CPS). Cela passe par une formation massive et de qualité pour toute la communauté éducative (enseignants, AED, AESH, CPE). L'Éducation Nationale ne peut plus se contenter d'effets d'annonce : la détection des "signaux faibles" doit devenir une compétence partagée et outillée.

2. **Réinvestir les métiers de l'humain** : La santé scolaire est à bout de souffle. Il faut restaurer l'attractivité des métiers de médecins, infirmiers et assistants sociaux scolaires par des moyens concrets. Pourquoi ne pas innover en créant des postes d'éducateurs spécialisés intégrés à l'Éducation Nationale ?
3. **Restaurer l'alliance avec les familles** : Nous devons recréer un pacte de confiance. Les parents doivent être non seulement informés, mais devenir de véritables acteurs des dispositifs de socialisation de leurs enfants.

## **La carte scolaire : un levier politique, pas seulement comptable**

C'est précisément ici que la carte scolaire, sujet qui nous réunit aujourd'hui, devient un enjeu de santé publique. Elle devrait être l'outil privilégié pour apaiser le climat scolaire. Pourtant, nous nous retrouvons face à une logique de repli : l'annonce de la suppression de 28 postes et la fermeture probable de plus de 50 classes dans notre département.

La baisse démographique, que personne ne conteste, est utilisée comme un simple prétexte budgétaire alors qu'elle devrait être une opportunité historique. Au lieu de maintenir des effectifs élevés pour "rentabiliser" la baisse du nombre d'élèves, l'institution devrait saisir cette chance pour :

- Réduire drastiquement le nombre d'élèves par classe afin de permettre un accompagnement individualisé.
- Renforcer les équipes là où les difficultés sociales et psychologiques s'accumulent.
- Sortir de cette gestion comptable à court terme qui hypothèque la réussite des plus fragiles.

## **Conclusion : Choisir l'ambition plutôt que la gestion**

En conclusion, l'école que nous défendons ne se résume pas à des colonnes de chiffres dans un tableur. Elle est le dernier rempart de nombreux élèves face à la souffrance.

La baisse démographique nous offre un choix : celui de la gestion comptable qui aggrave les tensions, ou celui de l'ambition politique qui construit une école plus juste, plus inclusive et plus apaisée. Nous demandons de ne pas sacrifier le climat scolaire de demain sur l'autel des économies d'aujourd'hui.

L'UNSA Éducation restera d'une vigilance absolue sur les décisions prises ce jour et continuera de porter avec détermination la voix de personnels qui n'acceptent plus de gérer la pénurie au détriment de leur santé et de celle de leurs élèves.

Nous vous remercions de votre attention.